



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 274
(Privé)

Loi concernant les limites territoriales de Ville d'Anjou

Présentation

Présenté par
M. René Serge Larouche
Député d'Anjou

Éditeur officiel du Québec
1989

Projet de loi 274

(Privé)

Loi concernant les limites territoriales de Ville d'Anjou

ATTENDU que la Ville d'Anjou a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les limites territoriales de la Ville d'Anjou et de la Ville de Montréal peuvent être modifiées par un règlement adopté par le conseil de la Ville d'Anjou avant le *(insérer ici la date postérieure de deux ans à la date de sanction de la présente loi)* et approuvé par le conseil de la Ville de Montréal et par le ministre des Affaires municipales.

2. Le règlement doit contenir une description des territoires visés par le changement des limites territoriales et peut énoncer toute condition relative aux modifications des limites territoriales.

Avant l'approbation du règlement par le ministre, la Commission municipale du Québec doit tenir une audience publique sur le règlement.

Le ministre peut approuver le règlement avec ou sans modification. La modification doit avoir été approuvée par le conseil de la Ville d'Anjou et par celui de la Ville de Montréal.

3. Le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis du fait qu'il a approuvé le règlement avec ou sans modification.

L'avis contient une description des territoires visés. Cette description est rédigée par le ministre de l'Énergie et des Ressources.

4. Le règlement entre en vigueur à la date de la publication de l'avis prévu à l'article 3 ou à toute autre date ultérieure mentionnée à cet avis.

5. Les conditions contenues dans le règlement peuvent, pour une période d'au plus cinq ans, créer une règle de droit municipal ou déroger à toute disposition d'une loi dont l'application relève du ministre des Affaires municipales, à toute loi spéciale régissant une municipalité locale ou à tout acte pris en vertu d'une telle loi.

6. Les articles 168 à 173 et l'article 175 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19), s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au changement des limites territoriales effectué en vertu de la présente loi.

7. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.